



Note brève et synthétique du budget primitif 2025

I- Contexte d'élaboration du budget	2
II- Résultats 2024 reportés au BP 2025.....	3
III- Objectifs du budget 2025.....	3
IV- Détails du budget 2025	4
V- Les recettes nécessaires à l'équilibre de la section d'investissement.	6
VI- Epargne et endettement.....	7
VII- Synthèse et éléments à retenir :	8



I- Contexte d'élaboration du budget

Au niveau international tout d'abord,

Selon l'OCDE, l'économie mondiale a continué de faire preuve de résilience fin de l'année 2024, même si la vigueur de l'activité a pu varier selon les pays et les secteurs. L'inflation a continué de se modérer et l'inflation globale est désormais revenue aux objectifs fixés par les banques centrales dans la plupart des économies. Les tensions sur les marchés du travail se sont également atténuées, bien que les taux de chômage restent généralement au niveau, ou proches, de leurs points historiquement bas. Toutefois, des risques planent sur une projection centrale par ailleurs relativement positive. Les principaux tiennent à l'intensification des tensions géopolitiques, à une inflation qui s'avérerait plus persistante que prévu et à une réévaluation brutale des risques sur les marchés financiers.

La croissance du PIB mondial devrait s'affermir légèrement pour s'établir à 3.3 % en 2025 et rester stable à ce niveau tout au long de 2026. Dans les économies de l'OCDE, la croissance du PIB devrait être modeste par rapport à son niveau d'avant la pandémie et s'établir à 1.9 % en 2025 comme en 2026. Dans les économies non-membres de l'OCDE, on table également sur une croissance agrégée globalement stable aux alentours de son rythme actuel, l'Asie émergente demeurant le principal contributeur à la croissance mondiale.

Le recul de l'inflation globale s'est poursuivi dans la majorité des pays tout au long de 2024, à la faveur de nouvelles baisses des prix des produits alimentaires, de l'énergie et des biens. Toutefois, dans les services, la hausse des prix se révèle encore persistante, s'établissant à environ 4 % dans l'économie médiane de l'OCDE en septembre. À l'avenir, dans les pays du G20, la hausse annuelle des prix à la consommation devrait encore diminuer et revenir à l'objectif d'ici la fin de 2025 ou au début de 2026 dans près de la totalité des autres grandes économies.

Au niveau national ensuite,

Les prévisions macro-économiques du projet de loi de finances (PLF) pour 2025 tablent sur une croissance à + 0.9 %, et fixe un objectif de déficit public de 5.4 % du PIB en 2025, contre les 6.1 % enregistrés en 2024.

La baisse du déficit en 2025 s'inscrit dans la trajectoire de rétablissement des comptes publics, avec un retour sous les 3% de déficit à horizon 2027. Cette trajectoire pluriannuelle des finances publiques est celle prévue dans le projet de loi de programmation des finances publiques (PLPFP 2023-2027).

Les collectivités locales seront également associées à cette maîtrise des dépenses, avec un objectif de progression de leurs dépenses de fonctionnement chaque année inférieure de 0,5 % à l'inflation.

Au niveau de la loi de finances pour 2025 : l'impôt sur le revenu est indexé sur l'inflation, à hauteur de 1.8% ce qui impactera les impôts des ménages.



II- Résultats 2024 reportés au BP 2025

L'exécution budgétaire 2024 laisse apparaître les éléments suivants :

	Dépenses (a)	Recettes (b)	Résultat de clôture 2023 (b-a)
FONCTIONNEMENT	1 463 484.16	1 645 157.37	451 053.14
Excédent 2023 reporté		269 379.93	
INVESTISSEMENT	730 657.63	1 082 401.81	-230 082.60
Déficit 2023 reporté	581 826.78		
TOTAL	2 775 968.57	2 996 939.11	220 970.54

Malgré la hausse des dépenses de fonctionnement, le résultat de fonctionnement est resté excédentaire, grâce notamment à une reprise excédentaire du résultat de fonctionnement de 2023.

→ L'excédent de fonctionnement de 453 416.22 € est repris au budget 2025 :

- en recette de fonctionnement au compte 002 pour 223 333.62 €
- en recette d'investissement au compte 1068 pour 230 082.60 €. Ce montant servant à couvrir le déficit d'investissement déduction faite du solde des restes à réaliser (il n'y en a pas cette année).

La section d'investissement a été marquée par l'acquisition de plusieurs matériels dont un tractopelle et plusieurs travaux d'enrobés, dont une partie du financement avait été anticipé par la souscription d'un emprunt. Grâce à cela, le déficit d'investissement a pu être limité

→ le déficit d'investissement de 230 082.60 € est repris au budget 2025 en dépense d'investissement au compte 001.

III- Objectifs du budget 2025

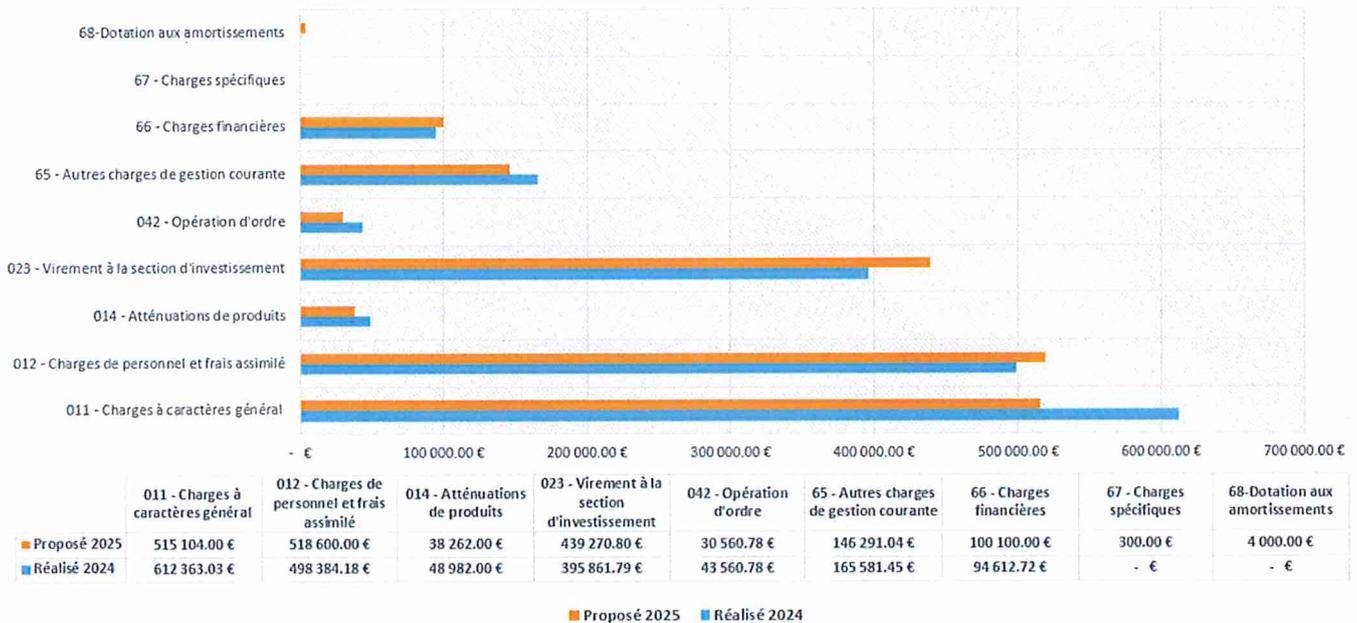
Cette année 2025 terminera et lancera les opérations suivantes :

- La fin de l'installation de l'abri à sel : 61 000 €
- La fin des travaux en forêt effectués par l'ONF : 8 000 €
- Le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision du PLU : 51 615 €
- Le marché de maîtrise d'œuvre pour l'agrandissement de l'école maternelle : 51 000 €
- Travaux d'agrandissement de l'école maternelle : 400 000 €
- Une préemption à Flon : 150 000 €

IV- Détails du budget 2025

A/ Dépenses de fonctionnement

Evolution dépenses de fonctionnement 2024 et proposition 2025



1- Les charges à caractère général (chapitre 011)

Les prévisions 2025 sont en baisse par rapport aux dépenses 2024 dans ce chapitre budgétaire grâce notamment au réajustement des prévisions des dépenses en énergie et à la prévision de moins de travaux en régie.

Elles passent de 579.777 € en prévisions 2023 à 549.250 € en prévisions 2024

2- Les charges de personnel (chapitre 012)

Légère augmentation pour ce chapitre budgétaire, avec l'arrivée du responsable technique à temps complet depuis le 1^{er} février 2025.

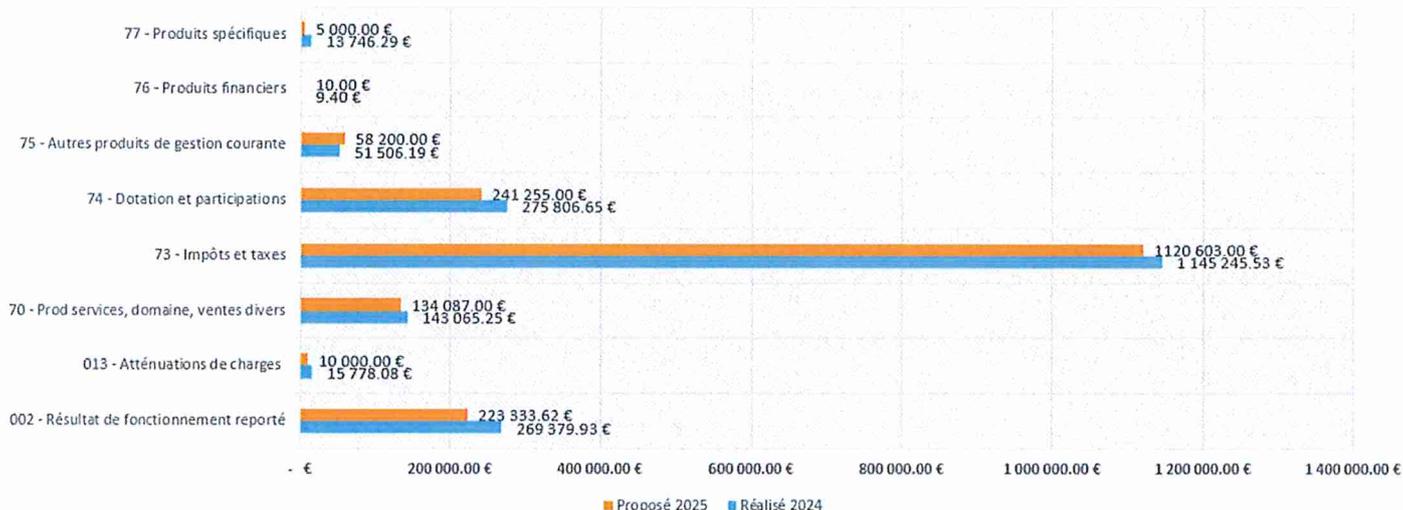
3- Les charges de gestion courante (chapitre 65)

Ce chapitre prévoit une légère diminution des subventions aux associations, tel que pour le jeudi électro à Champeillant. Les autres dépenses restent stables : les indemnités des élus, contribution annuelle au SDIS, ..



B/ Recettes de fonctionnement

Evolution recettes de fonctionnement 2024 et proposition 2025



4- Les produits des services et du patrimoine (chapitre 70)

Les produits des services sont en légère baisse du au changement d'imputation des loyers de l'agence postale qui seront désormais titrés au chapitre 75.

La prévision des produits des redevance des services scolaires et périscolaires est en hausse dû à la fréquentation de plus en plus élevée des élèves au restaurant scolaire et au services de garderie.

5- Les impôts et taxes (chapitre 73)

Les bases fiscales (taxe foncière bâti et non bâti) augmenteront encore cette année, selon la loi de finances 2025, pour l'ensemble du territoire national.

Il a été décidé de ne pas augmenter les taux communaux pour la taxe foncière sur le bâti, la taxe foncière sur le non bâti et la taxe d'habitation au vu de leur augmentation en 2024.

Nous avons été prudents sur le produit de la taxe sur les droits de mutation compte tenu du contexte immobilier actuel.

6- Les dotations et participations (chapitre 74)

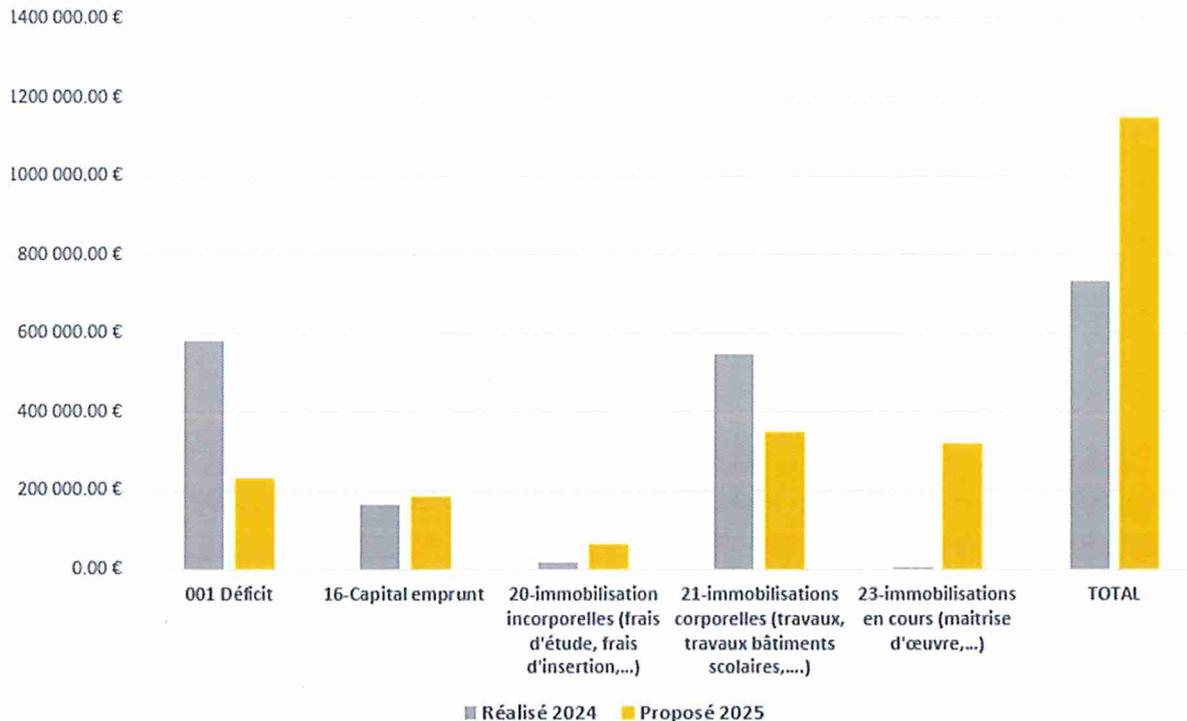
Le montant des dotations versées par l'Etat demeurera presque identique à l'année précédente. Le fonds genevois est également prévu à l'identique.

7- Les produits de gestion courante (chapitre 75)

Le produit lié au revenu des immeubles sera en légère augmentation puisque le loyer de la Poste sera titré à ce chapitre.

8- Les investissements mobiliers et immobiliers programmés (chapitres 20, 21 et 23)
Le budget 2025 n'intègre aucuns restes à réaliser des opérations engagées en 2024.

Evolution dépenses d'investissement 2024 et proposition 2025



Les projets principaux pour 2025 sont :

- Agrandissement de l'école maternelle : 200 000 €
- Agrandissement du pôle périscolaire à l'école primaire : 120 000 €
- Réalisation d'un abri pour le sel de déneigement de la voirie : 57 000 €

V- Les recettes nécessaires à l'équilibre de la section d'investissement.

Le montant du FCTVA est prévu à 92 000 € suite aux travaux 2024 soit une très nette baisse par rapport à 2024 (210 429.51 €) liée aux travaux de la salle des Fêtes 2023 (acomptes plus importants à régler).

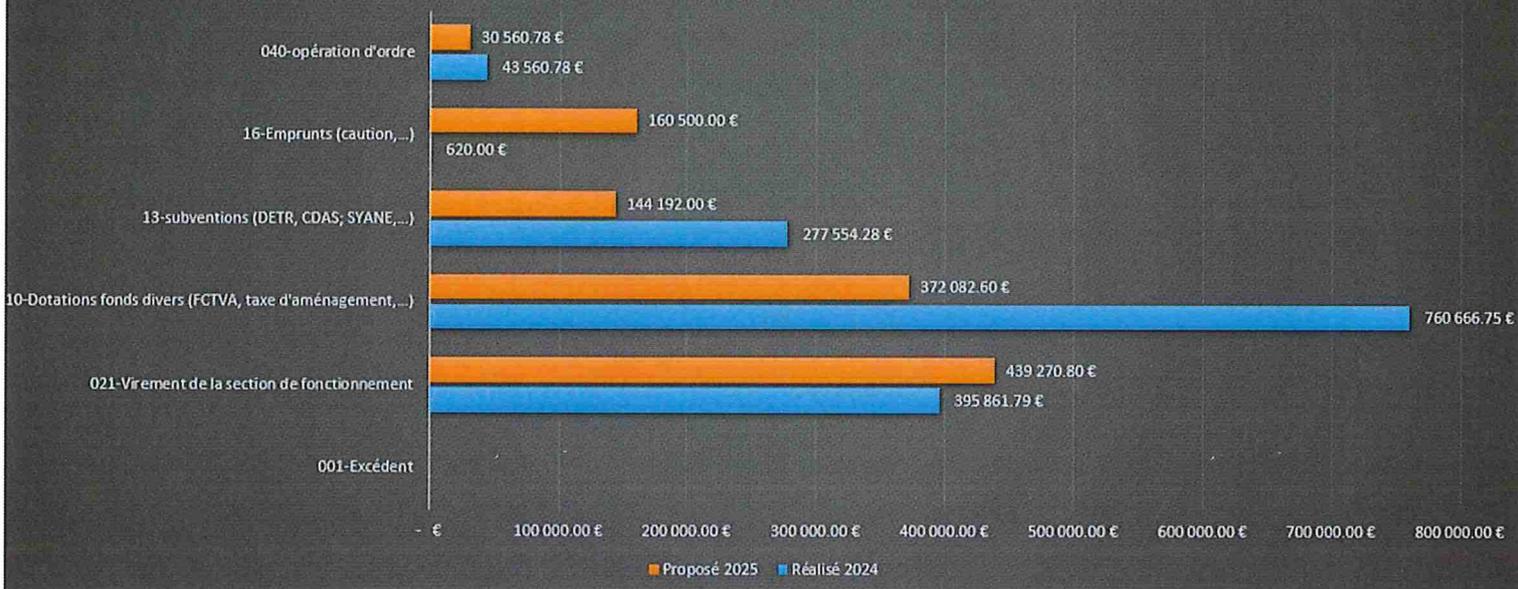
La taxe d'aménagement est prévue avec prudence à 50 000 €

Les subventions à solliciter sont de l'ordre de 144 192 € € pour les travaux de réhabilitation de l'ancienne Poste auprès du CDAS et les travaux en forêt.

L'affectation de l'excédent de fonctionnement 2024 à la section d'investissement sera de 230 082.60 € au 1068



Evolution recettes d'invest 2024 et proposition 2025



VI- Epargne et endettement

1- Epargne

En 2025, l'épargne sera impactée par les investissements que la commune a engagés.

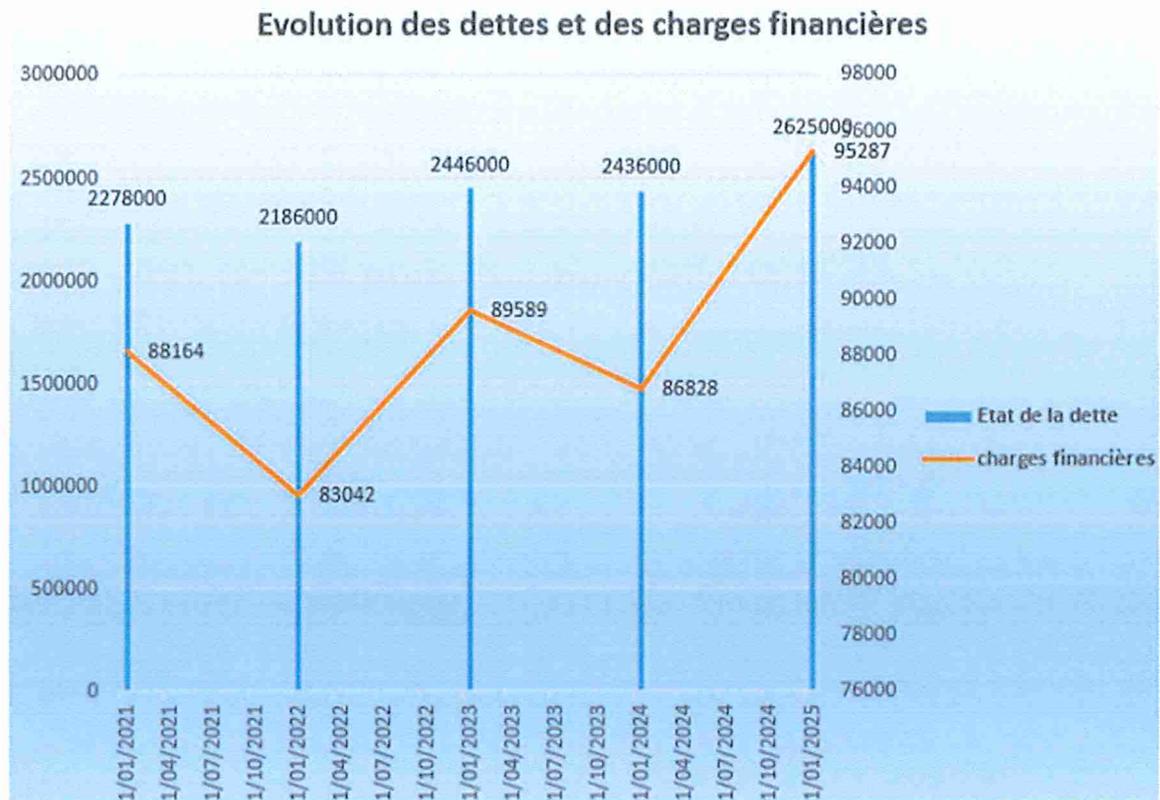
2- Endettement

En 2025, la commune devra faire face au remboursement de :

- 92 100 € de charges d'intérêts
- 185 000 € de remboursement de capital de la dette.
- Soit une annuité de la dette de 277 100 €



Le profil de la dette de la commune est le suivant :



VII- Synthèse et éléments à retenir :

Un budget général en baisse malgré un contexte inflationniste important et une volonté continue d'amélioration de la qualité des services proposés aux usagers. Cette maîtrise de la section de fonctionnement permet de reconstituer la trésorerie pour faire face aux besoins de la section d'investissement. Un programme d'investissement s'inscrivant pleinement dans le PPI 2020-2026

2025 : marque la continuité de projets d'envergure qui vont permettre d'offrir à Féternes à la fois des services à l'écoute de l'évolution de la population avec l'opération d'agrandissement de l'école maternelle ; et une maîtrise de son développement en favorisant également son attractivité : la révision du PLU, le projet du « Chef-Lieu ».

Vu pour être annexé à la délibération
n°2025-015 du 19 mars 2025

La secrétaire de séance
Louissette Beetschen

Le maire
Maxime JULLIARD